



# LEGS

Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage

## COVID-19, élevage et moyens d'existence

Document de réflexion dans le cadre des Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage (LEGS)

Andy Catley | Consultant



## RÉSUMÉ

Ce document de réflexion dans le cadre des Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage (LEGS) examine les effets de la COVID-19 sur les éleveurs dans les pays à faible revenu et sur les prestataires de services et de programmes liés à l'élevage. Il passe également en revue les réponses des éleveurs et des organisations à la pandémie. Le document couvre la période allant de mars 2020, lorsque de nombreux pays ont imposé un confinement en raison de la COVID-19, au mois d'octobre 2020. Il se base sur un examen de la littérature, appuyé par un petit nombre d'entretiens avec des praticiens en Inde, au Népal, en Somalie et au Soudan du Sud ; les professionnels de ces pays et de Thaïlande ont également fourni des informations par courrier électronique.

Au début de la pandémie de COVID-19, on redoutait que la maladie ne se propage rapidement dans les pays à faible revenu, submerge les systèmes de santé de ces pays et provoque une forte mortalité humaine. Toutefois, à ce jour, les effets sanitaires de la COVID-19 dans les pays à faible revenu sont signalés comme étant bien inférieurs à ceux enregistrés aux États-Unis et dans certains pays d'Europe ; ces effets sont reflétés dans les données de mortalité humaine par pays. Alors que la pandémie poursuit sa course, et du fait que les pays utilisent différents types de données pour notifier l'incidence de la maladie et la mortalité, les effets sanitaires définitifs de la pandémie ne seront connus qu'avec du recul et, dans certains pays, peut-être ne le seront-ils jamais. Il est possible que la mortalité humaine augmente avec le temps dans les pays à faible revenu.

Dans ces pays, le recours au confinement et les autres mesures imposées face à la COVID-19 varient énormément d'un pays à l'autre ; de même, l'impact de ces mesures sur les éleveurs est très variable. En général, des effets graves et adverses sur les moyens d'existence sont manifestes lorsque les marchés et les entreprises sont fermés, les approvisionnements en intrants, tels que les aliments pour animaux et les médicaments vétérinaires sont perturbés et, dans le cas des pasteurs et des agropasteurs, lorsque les mouvements du bétail sont entravés. Ces effets se retrouvent dans la description communément faite de la COVID-19 dans les pays à faible revenu comme une crise économique qui frappe aussi la sécurité alimentaire. Un examen des effets sur les éleveurs montre aussi l'importance que revêt l'appréciation du caractère saisonnier des moyens d'existence, car les effets de la COVID-19 sont fortement

tributaires des types de production animale saisonnière et des activités de commercialisation ayant été perturbés par le confinement et les autres mesures imposées. Au sein même des pays et d'un pays à l'autre, les effets ont été variés ; de fait, on enregistre des exemples d'éleveurs dans des zones reculées qui ont été moins affectés. En revanche, les petits producteurs laitiers ont été gravement touchés en Inde et au Bangladesh, ce qui traduit la dépendance de ces systèmes envers les intrants extérieurs et les ventes quotidiennes de lait.

Dès les mois d'avril et mai 2020, la FAO, LEGS et leurs partenaires du Module de la sécurité alimentaire ont produit des notes d'orientation sur la programmation en matière d'élevage et ces conseils restent très pertinents. Diverses organisations régionales, nationales et infranationales se sont efforcées de recueillir et partager des informations sur les effets de la COVID-19 et ont fait pression pour un soutien aux éleveurs, notamment en soulignant la nécessité de permettre le déplacement des cheptels pastoraux. Au niveau de la programmation, on a constaté de bons exemples de programmes de développement qui ont modifié l'accent de leur programme pour concevoir et mettre en œuvre des activités spécialement étudiées pour s'attaquer aux problèmes engendrés par les restrictions imposées par la COVID-19.

LEGS prévoit des normes et lignes directrices pour les projets en matière d'élevage en cas de crises humanitaires alors que, jusqu'ici, les principaux effets de la COVID-19 dans les pays à faible revenu sont de nature économique. Au fil de l'évolution de la pandémie, il est impossible de mesurer les conséquences définitives pour la santé ou l'économie ni même de savoir si la pandémie provoquera une catastrophe humanitaire dans certains pays. Par conséquent, **tout changement apporté au manuel LEGS ne devrait être envisagé qu'une fois la pandémie maîtrisée, lorsque ses effets seront mieux compris et lorsque l'appui au secteur de l'élevage durant la pandémie aura été évalué.** Pour l'heure, LEGS reste pertinent dans les situations où la COVID-19 se superpose à une situation d'urgence préexistante, ou lorsqu'une crise humanitaire se produit dans une région ou un pays où des mesures liées à la COVID-19 sont en place et où l'accès humanitaire et l'approvisionnement en intrants sont bridés. Les éditions futures de LEGS devront envisager comment prodiguer des conseils pour des interventions de qualité en matière d'élevage lorsque des catastrophes telles que des sécheresses, des inondations ou des conflits se produisent en même temps qu'une pandémie comme la COVID-19.

# SOMMAIRE

<b>Sigles et acronymes</b>	3
<b>Introduction</b>	4
<b>1. COVID-19 et la santé : effets sur les éleveurs</b>	5
<b>2. Les effets des mesures de lutte contre la COVID-19</b>	6
2.1 Les effets des mesures de lutte contre la COVID-19 sur les moyens d'existence des éleveurs	6
2.2 Les effets des mesures de lutte contre la COVID-19 sur les services et programmes liés à l'élevage	13
<b>3. Ripostes</b>	14
3.1 Ripostes des éleveurs	14
3.2 Ripostes des agences et des programmes	16
<b>4. Réflexion</b>	19
Bibliographie	22

## SIGLES ET ACRONYMES

ACSA	Agent communautaire de santé animale	MAG	Malnutrition aiguë globale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	OIE	Organisation mondiale de la santé animale (Office international des épizooties)
FSC	Module de la sécurité alimentaire	OMS	Organisation mondiale de la Santé
GEEL	<i>Growth, Enterprise, Employment and Livelihoods Project</i> [Projet Croissance, entreprise, emploi et moyens d'existence]	ONG	Organisation non gouvernementale
LEGS	Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage	ONU	Organisation des Nations Unies
		PPCB	Pleuropneumonie contagieuse bovine

## INTRODUCTION

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé qualifiait la COVID-19 de pandémie, avec des cas notifiés dans 114 pays (OMS, 2020). À mesure que davantage d'information sur la COVID-19 devenait disponible, des variations prononcées de la morbidité et la mortalité humaines au niveau national et régional étaient signalées, avec toutefois un risque toujours plus élevé de maladie grave chez les personnes âgées et celles souffrant d'un problème de santé préexistant (Clark et al., 2020). D'autres facteurs de risque en rapport avec le genre, l'ethnie, le statut socioéconomique et le poids ont également été signalés. En septembre 2020, la pandémie avait évolué en une série d'épidémies nationales ayant des effets sanitaires différents selon les pays.

À la fin de mars 2020, beaucoup de gouvernements avaient imposé un arsenal de mesures de santé publique et autres visant à réduire la transmission de la COVID-19. Ces mesures comprenaient des restrictions des déplacements des personnes, la suspension des voyages internationaux et la fermeture des frontières, des interdictions frappant les marchés et les rassemblements sociaux, et l'introduction de mesures sanitaires telles que le lavage des mains et le port de masques. On a constaté une grande diversité dans le recours à ces mesures et leur application entre les pays, en fonction des réponses politiques nationales face à la COVID-19, des capacités des pouvoirs publics et de leur respect par les populations locales. Dans beaucoup de pays, il est vite devenu évident que les mesures de lutte contre la COVID-19 engendraient des effets économiques majeurs tandis que les entreprises restaient portes closes, les chaînes d'approvisionnement étaient perturbées et les marchés fermés. Les pouvoirs publics étaient confrontés au dilemme politique d'avoir à protéger la santé publique tout en soutenant les économies nationales.

Alors que davantage d'informations devenaient disponibles sur les effets économiques de la COVID-19 sur les moyens d'existence des éleveurs dans les régions en développement, LEGS a publié une note d'orientation sur la COVID-19 en avril 2020 (LEGS, 2020) qui mettait l'accent sur la planification des ripostes afin de contribuer au relèvement. Toujours en avril 2020, la FAO a publié des informations sur

les répercussions probables de la COVID-19 sur la production animale, la transformation des produits, les transports, les ventes et la consommation et elle a fait une synthèse des ripostes des pouvoirs publics (FAO, 2020). En mai 2020, le Module de la sécurité alimentaire a également souligné les principaux effets des mesures de lutte contre la COVID-19 sur le secteur de l'élevage et certaines ripostes initiales (FSC, 2020). Les problèmes suivants ont été étudiés : effets sur les échanges et la commercialisation (des produits) de l'élevage ; l'accès aux services de santé animale ; l'effet sur les approvisionnements en aliments pour animaux et leur accès ; les approvisionnements et l'accès à l'eau ; les abris et aménagements pour le bétail ; la fourniture de bêtes durant la phase de relèvement ; le plaidoyer et la coordination.

Ce document de réflexion pour le projet LEGS vise à compiler de nouvelles informations à propos des impacts de la COVID-19 sur les éleveurs et la façon dont ils y répondent, ainsi que les effets sur les agences humanitaires et d'autres acteurs, de même que leurs ripostes. Le document s'appuie sur la littérature disponible jusqu'en octobre 2020 et sur des entretiens en ligne et des notes fournies par des informateurs par courrier électronique entre septembre et début octobre 2020<sup>1</sup>. En conformité avec l'attention de LEGS accordée à la vulnérabilité (LEGS, 2014), le document étudie également les effets de la COVID-19 sur les éleveurs plus pauvres. Le document offre une vue d'ensemble succincte des effets sanitaires de la pandémie ainsi qu'un récit plus détaillé des retombées économiques sur les moyens d'existence. Il reconnaît qu'au moment d'écrire ces lignes, de nouvelles informations sur la COVID-19 devenaient disponibles dans la littérature et les réseaux scientifiques presque quotidiennement ; et un ensemble complexe d'effets sanitaires et économiques devenait manifeste et en constante évolution à travers les pays et régions. Le document n'a pas la prétention d'être exhaustif ; sa portée et sa teneur sont tributaires du temps disponible pour le produire.

---

<sup>1</sup> Les contributions découlant des entretiens et des informations reçues par courrier électronique sont ici reconnues avec nos sincères remerciements (détails complémentaires disponibles sur demande).



## I. LA COVID-19 ET LA SANTÉ : EFFETS SUR LES ÉLEVEURS

En juillet 2020, les analystes conjecturaient que les systèmes de santé des pays à faible revenu seraient submergés par l'épidémie de COVID-19 et qu'il faudrait déplorer un nombre de morts considérable (p. ex., Walker et al., 2020). Toutefois, jusqu'au début de novembre 2020, ces effets ne semblaient pas s'être matérialisés et les taux de mortalité humaine signalés étaient relativement bas dans beaucoup de pays à revenu faible et intermédiaire (JHU, 2020). Ainsi, le nombre de décès pour 100 000 habitants en Belgique, au Royaume-Uni et aux États-Unis s'élevait respectivement à 113, 73,7 et 72,5, alors que les rapports faisaient état de 9,3 morts pour 100 000 habitants en Inde, 1,4 en Éthiopie et 0,9 en Angola. À ce jour, les chiffres à travers le monde suggèrent une corrélation inverse entre la mortalité nationale due à la COVID-19 et l'Indice de développement humain. Dans le même temps, la fiabilité de la comparabilité des statistiques sur l'effet de la COVID-19 entre les pays est compromise par des facteurs tels qu'un sous-signalement de l'incidence et du nombre de morts dans certains pays ayant un système de santé fragile et des déclarations excessives de décès dans d'autres pays, p. ex. en Angleterre (CBEM, 2020). Les effets futurs sur la santé de la COVID-19 sont difficiles à prédire et il est possible que les taux de mortalité augmentent dans les pays à faible revenu à mesure que la pandémie continue d'évoluer :

La faible mortalité due à la COVID-19 dans les pays africains a incité certains analystes à suggérer que les principaux effets sur la santé de la pandémie découleront d'un déplacement des ressources sanitaires au service de la riposte face à la COVID-19 et d'un recul proportionnel des mesures de prévention et de traitement des autres maladies. Lorsqu'on examine l'expérience vécue par neuf pays d'Afrique, on peut conclure que « *Le confinement a aussi affecté le fonctionnement du système de santé en augmentant les obstacles physiques et financiers à l'accès aux soins de santé, dirigeant l'attention et les ressources sur la COVID-19, et incitant les patients à renoncer à se rendre à l'hôpital de crainte de contracter le virus* » (Haider et al., 2020). La même étude fait référence à des recherches sur les effets de la COVID-19 sur les services de prévention ou de traitement du VIH/sida, de la tuberculose (TB) et du paludisme dans les

pays à revenu faible et intermédiaire, qui supputaient une hausse de 10 à 36 % des décès associés sur une période de cinq ans (Hogan et al., 2020) ; « *Il est prédit que l'effet le plus marqué sur le VIH résultera des interruptions de la thérapie antirétrovirale ; il y aura aussi une baisse des diagnostics et des traitements rapides des nouveaux cas de TB et la perturbation des campagnes de moustiquaires imprégnées d'insecticides dans la lutte contre le paludisme. Une autre préoccupation concerne l'interruption de l'administration de vaccins due à des services de santé surchargés, des parents qui n'amènent pas leurs enfants à la clinique par crainte de la COVID-19 et des perturbations des chaînes d'approvisionnement de vaccins* » (Nelson, 2020).

Si l'on considère tout particulièrement une zone où les ménages dépendent fortement de l'élevage mais où il existe aussi des niveaux élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire, une évaluation récente de la COVID-19 dans le Karamoja au nord-est de l'Ouganda concernait les changements apportés aux prestations de soins de santé (Lotira et al., 2020). Il a été notifié que, si les effets directs sur la santé de la COVID-19 étaient très faibles, les communautés pastorales et agropastorales signalaient une augmentation de l'incidence des autres maladies, notamment le paludisme, et la mortalité infantile associée. On a également constaté des foyers de choléra. Le recul de l'accès aux établissements de soins en mars et en avril (2020) en raison des mesures de lutte contre la COVID-19 a coïncidé avec un pic saisonnier de certaines maladies, notamment le paludisme. Outre les restrictions imposées sur les déplacements et la hausse du coût des transports pour accéder aux soins de santé, on a constaté une réduction de la disponibilité des services de santé et une augmentation de leurs coûts. Les problèmes cités comprenaient un détournement de l'attention du personnel de santé, désormais focalisée sur les centres de quarantaine des patients atteints de la COVID-19 et une pénurie de médicaments, notamment pour le traitement du VIH/sida et du paludisme.

La littérature générale sur la pauvreté, ses pièges et les voies de sortie possibles souligne l'importance des chocs personnels (idiosyncrasiques) au niveau des ménages, tels que la perte d'un membre de la famille des suites d'une maladie, d'un accident ou d'une émigration définitive. Toute maladie qui cause la perte d'un être humain va clairement affecter un ménage d'un point de vue psychologique et, dans le cas des éleveurs, affectera leur capacité à gérer leur cheptel et à pratiquer d'autres activités de subsistance. Toutefois, dans les zones qui ont rigoureusement observé les mesures de confinement ou réaffecté les ressources sanitaires des services de routine vers les services de lutte contre la COVID-19, la morbidité et la mortalité dues à la COVID-19 pourraient être occultées par les effets des autres maladies. Prenons le cas de l'Éthiopie – pays d'Afrique ayant la plus forte population d'éleveurs et le second pays le plus peuplé du continent (un peu plus de 114 millions d'habitants en 2020, d'après l'ONU) – la mortalité due à la COVID-19 s'élevait à 1,4/100 000 habitants en novembre 2020 (JHU, 2020). À titre de comparaison, en 2016, la mortalité annuelle due au paludisme s'élevait à 4,7/100 000 (Girum et al., 2019), celle du VIH/sida à 24,2/100.000 (Deribew et al., 2019a), la tuberculose à 100/100.000 (Deribew et al., 2019b), et la diarrhée à 50-99/100.000 (GBD 2016 Diarrhoeal Disease Collaborators, 2018). Ces chiffres suggèrent qu'une modeste diversion des ressources ou des efforts de lutte contre la tuberculose, par exemple, pourrait se traduire par une hausse de la mortalité due à la tuberculose qui dépasserait la mortalité due à la COVID-19. Comme suggéré plus haut, l'ampleur de l'impact sanitaire de la COVID-19 par rapport aux autres maladies ne sera connue qu'avec du recul.

## 2. LES EFFETS DES MESURES DE LUTTE CONTRE LA COVID-19

### 2.1 Les effets des mesures de lutte contre la COVID-19 sur les moyens d'existence des éleveurs

En général, les éleveurs pauvres des pays à revenu faible et intermédiaire dépendent de plusieurs activités de subsistance. Bien que l'élevage soit souvent le principal actif financier, la production animale est associée à d'autres types d'agriculture et au revenu du travail, de la vente de produits naturels, des remises de fonds, des ventes à la sauvette, etc. Le travail peut être saisonnier et peut impliquer une migration importante dans le pays voire même un déplacement dans un pays voisin. Même chez les pasteurs, qui sont généralement considérés comme étant tributaires de l'élevage, les ménages pauvres pratiquent plusieurs moyens d'existence.

Un aspect important de la pandémie de COVID-19 concerne ses répercussions considérables sur la quasi-totalité des secteurs économiques. Pour les éleveurs, de multiples sources de revenus pourraient être diminuées ou perdues simultanément avec la fermeture des marchés et le chômage forcé des employés. De même, la réduction de la production animale en raison d'un accès réduit aux aliments pour animaux et aux soins vétérinaires pourrait compromettre la consommation de produits comme le lait et les œufs par le ménage. Dans le même temps, les ménages pourraient aussi se trouver dans l'obligation d'assurer plus de repas, p. ex. en raison du retour à la maison des travailleurs migrants ou de la fermeture des écoles. Toutefois, entre les pays, on a observé des différences marquées dans les mesures de lutte contre la COVID-19, ce qui entraîne différents effets de ces mesures d'un pays à l'autre. On a aussi remarqué des différences au sein même des pays ; ainsi, les populations des zones plus reculées pouvaient avoir beaucoup moins de contact avec les autorités de santé publique ou la police et se trouvaient ainsi moins affectées directement par la COVID-19 en tant que maladie, ou par les mesures contraignantes associées de lutte contre le virus. Ainsi, dans le district d'Isiolo dans le nord du Kenya, les effets de la COVID-19 étaient en partie fonction de la proximité des centres urbains (Simula et al., 2020) :

« Les pasteurs des zones reculées vivent normalement malgré les mesures de couvre-feu et de confinement mais ils sont confrontés à des difficultés en raison des perturbations que connaissent les transports. Il y a une baisse de l'accès aux denrées alimentaires et aux légumes en provenance de la ville d'Isiolo qui se trouve à 230 km environ. » Gurba Abduba explique : en raison de la flambée des coûts de transport, nous ne recevons pas nos légumes et autres denrées quotidiennes en provenance d'Isiolo. Avant, nous pouvions acheter deux morceaux de « Nyanya » (tomates) pour 20 KSH (0,2 USD), mais aujourd'hui, un morceau de « Nyanya » coûte 30 KSH (0,3 USD). Les gens ont perdu leurs moyens d'existence et il est très difficile de faire face ... les pauvres ne peuvent pas obtenir de deni (prêts) auprès des commerçants car les rares commerces qu'il y a ici n'apportent plus de denrées et certains sont fermés ... L'état des routes s'est dégradé à cause des pluies et aucun transporteur ne veut courir le risque d'apporter des denrées jusqu'ici depuis Isiolo.

En revanche, les pasteurs qui vivent à proximité d'une ville ont accès à des denrées alimentaires, mais leurs moyens d'existence sont affectés par les contrôles draconiens des forces de l'ordre qui se servent de la pandémie pour soutirer des amendes à la population. Abba Hoori affirme : la surveillance de nos bêtes durant le galchuum (le soir venu, quand les bêtes rentrent) et la discussion des problèmes qui nous préoccupent, tels que le type d'herbages qu'elles ont mangé, celles qui sont malades et leurs besoins en eau sont des éléments essentiels qui font intrinsèquement partie des mala mari hoori (palabres sur la gestion du bétail). Généralement, je reste au campement jusqu'à 21 heures environ avant de rentrer à la maison. Mais à présent, je dois être de retour avant la tombée du jour sinon la police pourrait confisquer ma moto et je ne pourrais pas la récupérer avant de payer une amende de 5 000 KSH (50 USD). Notre mode de vie se plie mal aux conditions imposées par le couvre-feu ; au moins, j'ai une moto, mais ceux qui vont à pied jusqu'à la ville doivent affronter la colère des policiers ou partir de bonne heure sans surveiller correctement leur troupeau. »

Bien que les effets de la COVID-19 puissent être limités dans les communautés plus reculées, beaucoup de ménages d'éleveurs pauvres ou vulnérables sont victimes d'une insécurité alimentaire chronique et il se peut qu'ils soient déjà bénéficiaires d'une aide alimentaire ou d'une assistance en espèces. Ainsi, dans le nord du Kenya, le Programme de filet de sécurité contre la faim couvre quatre comtés où prédomine l'élevage pastoral et au moins 25 % des ménages reçoivent des transferts d'espèces réguliers. En Éthiopie, le Programme de filet de sécurité pour la production englobe les zones pastorales des régions d'Afar, d'Oromia et de Somali. Entre 2008 et 2012, il entendait couvrir plus de 2,5 millions de personnes dans ces zones avec des distributions régulières de denrées alimentaires (Sabates-Wheeler et al., 2013). Dans le même temps, ces zones sont encore caractérisées par des niveaux très élevés de malnutrition infantile, la malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de moins de cinq ans dépassant souvent 10 % et atteignant parfois jusqu'à 20 % (FAO, 2018). L'OMS classe une MAG de 15 % ou plus comme une urgence. Par conséquent, du point de vue des indicateurs de nutrition humaine, certaines zones vivaient dans une situation d'urgence quasi constante, même en période « normale », avant l'apparition de la COVID-19.

L'étude de cas ci-dessous en provenance de la région de Karamoja en Ouganda décrit comment la COVID-19 a affecté une population d'éleveurs qui souffrait déjà d'insécurité alimentaire et de malnutrition. L'étude de cas montre les effets multiples des restrictions liées à la COVID-19 sur les moyens d'existence, notamment les répercussions sur le capital financier, humain et social et certains impacts spécifiques sur la production animale.

## **Étude de cas I : Effets de la COVID-19 sur les agropasteurs du Karamoja, en Ouganda (Lotira et al., 2020)**

### **Moyens d'existence**

- Prépondérance d'agropastoralisme et de pastoralisme
- Saisonnalité prononcée de la production agricole et animale
- Les ménages pauvres ont recours à plusieurs activités de subsistance – production animale, agriculture, main-d'œuvre occasionnelle, brasserie, travail dans les mines et production et vente de charbon de bois
- Conflits localisés et vols de bétail
- Économies transfrontalières importantes, notamment avec le Kenya.

### **Indicateurs antérieurs à la COVID 19**

- 82 % de la population vit dans un dénuement extrême, à rapprocher d'une moyenne nationale de 31 %
- 50 % de la population est exposée à une insécurité alimentaire et 12 % des habitants connaissent une insécurité alimentaire grave
- Niveaux élevés de malnutrition infantile chronique (retard de croissance) et de malnutrition infantile aiguë (dépérissement) ; la tendance de la prévalence de malnutrition aiguë globale chez les enfants entre 2010 et 2017 montre une augmentation progressive 9,8-11,5 % à 10,4-13,8 %, en fonction du calendrier de l'enquête.

### **Mesures de lutte contre la COVID-19**

En janvier 2020, le gouvernement de l'Ouganda a introduit des contrôles frontaliers et des mesures d'autoquarantaine pour les personnes entrant en Ouganda ainsi que des restrictions sur les déplacements intérieurs et des mesures de distanciation sociale. Les marchés et nombre d'entreprises ont été fermés.

### **Répercussions générales**

- Baisse du pouvoir d'achat des ménages en raison de la perte de revenus alors que l'on observe des hausses des prix alimentaires qui dépassent les augmentations saisonnières typiques ; la hausse des prix alimentaires a parfois atteint 116 % dans certaines régions.
- Augmentation du coût des transports publics locaux, p. ex. à moto ou en minibus, en partie du fait des pots-de-vin à la police ou des versements pour récupérer des véhicules ayant été confisqués abusivement par la police.
- Perte de revenus dans de multiples secteurs d'activités, y compris les entreprises et les emplois, ainsi que les recettes de la vente de produits agricoles et d'élevage en raison de la fermeture des marchés ; la perte moyenne de revenus issus de l'élevage et des activités agricoles était de 60 % et la perte moyenne de revenus issus des autres activités était de 51 %.
- Fermeture des écoles ; plus d'enfants à nourrir à la maison et crainte que les jeunes filles plus âgées ne retrouvent pas le chemin de l'école en raison d'un mariage ou d'une grossesse, par exemple ; augmentation des mariages de jeunes filles pour mettre la main sur la fortune de la mariée en guise de stratégie de survie.
- Augmentation de la violence domestique liée au genre.
- Augmentation des vols de bêtes et des raids sur le bétail.



## Étude de cas I : Effets de la COVID-19 sur les agropasteurs du Karamoja, en Ouganda (Lotira et al., 2020) suite

### Impacts sur l'agropastoralisme

- Les mesures de lutte contre la COVID-19 ont coïncidé avec l'arrivée des pluies et, par conséquent, un accroissement des approvisionnements en lait et moins de mobilité. Les disponibilités de lait ont servi de tampon provisoire pour protéger les populations des pertes de revenus et des hausses des prix alimentaires.
- Toutefois, la santé des bêtes, la production et les prix ont été impactés :
  - Diminution nette de 32 % des prix du bétail, en tenant compte des changements saisonniers au cours d'une année ordinaire.
  - Pertes de bêtes dues à une recrudescence des raids (vols) qui a entraîné une réduction de l'offre de lait et du nombre d'animaux disponibles à la vente.
  - Pertes de bêtes dues à une hausse de la mortalité des suites de maladies, associées à une réduction de la disponibilité de médicaments vétérinaires et de prestations de vétérinaires publics ; accès difficile aux médicaments et aux services vétérinaires en raison des restrictions de mouvements et hausse des prix des médicaments et des services vétérinaires conjuguée à une baisse du pouvoir d'achat ; certains médicaments sont signalés comme étant épuisés.
- Les effets sur l'élevage décrits ci-dessus ont été aggravés par les impacts sur la production agricole :
  - Forte probabilité d'une piètre moisson cette année, de la fin août au mois d'octobre, en raison de l'impact des restrictions de la COVID-19 sur les activités agricoles et forte diminution des superficies cultivées. En moyenne, le coût des intrants agricoles a augmenté de 26 % et on constate une diminution des superficies mises en valeur de 45 % nets sur les sites d'évaluation désignés. Parmi les autres contraintes, on peut citer l'infestation de criquets pèlerins et une piètre pluviométrie au début de la saison.
  - En mars 2020, la plupart des communautés ne disposaient plus que de 25 à 50 % des stocks de céréales issus de la moisson précédente en 2019 et l'on s'attendait à ce que les stocks céréaliers familiaux tombent à zéro à la fin du mois d'août 2020.

Le résultat net des mesures de lutte contre la COVID-19 est une hausse considérable de la faim et de l'insécurité alimentaire, avec une crise de la sécurité alimentaire qui est prédite à l'issue de la moisson sous l'effet conjugué d'une piètre moisson et du repli saisonnier de la disponibilité de lait animal. Les impacts ont été aggravés par une réduction de la disponibilité et de l'accès aux soins de santé pour des problèmes tels que le paludisme et la diarrhée (voir la section 1).

Dans le cas du Karamoja, les effets de la COVID-19 sur les éleveurs étaient principalement dus à la fermeture des marchés, un repli des services vétérinaires publics et privés et une recrudescence ponctuelle de l'insécurité et des vols de bétail. Comme les mesures liées à la COVID-19 ont commencé au moment de l'arrivée des pluies, la mobilité du bétail et l'accès aux pâturages n'ont pas été affectés, mais cette situation était très différente de celles des autres zones pastorales et agropastorales d'Afrique, où la perturbation des schémas de mobilité a constitué un grave problème. Ainsi, la mobilité saisonnière est un aspect crucial de l'élevage en Afrique de l'Ouest. Toutefois, à la mi-mars 2020, les restrictions des mouvements intérieurs en Mauritanie ainsi que la

fermeture de la frontière avec le Mali et le Sénégal ont laissé les pasteurs dans le désarroi à une époque où il était impératif de déplacer les bêtes en quête de pâturages ou d'accéder aux marchés (FAO, 2020). De même, dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest, on pressentait des pertes considérables de bétail en raison de la mobilité contrariée et de l'accès limité aux pâturages et à l'eau, avec des retombées connexes sur la sécurité alimentaire et la faim (APESS, 2020). Au fil du temps, des informations plus détaillées sur les effets des mesures liées à la COVID-19 en Afrique de l'Ouest sont devenues disponibles, notamment par le biais du système de suivi pastoral couvrant neuf pays, mis en place par le Réseau Billital Maroobe et Action Contre la Faim, comme illustré dans l'étude de cas ci-dessous.

## **Étude de cas 2 : Effets de la COVID-19 sur les pasteurs et agropasteurs d'Afrique de l'Ouest (RBM et ACF, 2020)**

Dès mai 2020, les mesures liées à la COVID-19 en Afrique de l'Ouest avaient déjà de profondes répercussions sur les pasteurs et les agropasteurs.

### **Mobilité réduite du bétail et concentrations anormales d'animaux**

Les restrictions des mouvements intérieurs et transfrontaliers engendraient une diminution des déplacements des troupeaux avec pour conséquence des concentrations du bétail ; cette situation était encore exacerbée par les mouvements des populations quittant certaines zones pour fuir les conflits. Cela s'est traduit par une pénurie d'eau et d'aliments pour animaux dans des zones accueillant un nombre anormalement élevé de bêtes. Des réductions considérables des mouvements du bétail ont été signalées au Togo, au Mali, en Mauritanie, au Nigéria, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Par exemple, « le Togo prévoyait d'accueillir 50 000 bovins mais, en raison de la pandémie de COVID-19, quelque 10 370 têtes de bétail ont été enregistrées aux points d'entrée. Avec la fermeture des frontières, les éleveurs nomades sont contraints d'adopter de nouvelles routes de transhumance pour éviter les contrôles, ce qui accroît les tensions avec les populations autochtones. »

### **Effets sur les marchés à bestiaux**

Divers effets sur les marchés à bestiaux ont été manifestes dans différents pays. Au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Togo et au Nigéria, les marchés sont restés ouverts alors qu'au Sénégal et en Mauritanie, les marchés étaient fermés. Les effets fondés sur le marché ont été très variables. Certaines zones ont enregistré une baisse des exportations d'animaux alors que toutes les régions ont affiché une hausse des ventes de bêtes ; certaines régions ont constaté des prix stables pour les bêtes alors que d'autres ont observé une baisse ou une hausse des prix. La hausse des ventes d'animaux s'explique par le besoin des ménages d'acquérir des espèces pour acheter de la nourriture et gérer les problèmes associés aux fortes concentrations de bêtes dans des zones précises.

### **Pénurie d'aliments pour animaux**

Les mesures liées à la COVID-19 ont perturbé la production et la distribution commerciales d'aliments pour animaux, ce qui, dans certains cas, était lié à une réduction des importations de tourteaux de soja et de son de blé. Des pénuries d'aliments pour animaux ont été signalées au Mali, au Niger, au Sénégal, en Mauritanie, au Burkina Faso et au Nigéria et ces pénuries étaient estimées avoir des effets relativement plus élevés sur les pasteurs que sur les producteurs agropastoraux.

### **Conflits**

Des concentrations anormales de bêtes ont exercé des pressions croissantes sur les points d'eau et, dans certaines zones, des mouvements imprévus ont provoqué des tensions entre les pasteurs et les agriculteurs sédentaires. Ces facteurs ont encore augmenté le niveau de conflits dans la région, laquelle était déjà en proie à de multiples conflits et, tout particulièrement, à des tensions entre éleveurs et agriculteurs.

Les rapports en provenance des autres pays illustrent plus précisément encore la variété des contextes et les effets de la COVID-19 sur les pasteurs et les agropasteurs ainsi que l'importance de la saisonnalité. Ainsi, la Somalie est bien connue pour être un exportateur de bétail de premier ordre, avec les pasteurs de Somalie et d'Éthiopie qui fournissent l'essentiel de l'offre de bêtes à l'exportation. Pour illustrer l'importance de ce commerce, en 2014, près de 5 millions d'animaux ont été exportés, évalués à 360 millions de dollars, ce qui représente environ 40 %

du produit intérieur brut de la Somalie (FSNAU, 2015). Toutefois, les échanges sont extrêmement saisonniers et procurent des bêtes pour le festival de l'Eid al-Adha et le pèlerinage du Hadj dans les États du Golfe en juillet de chaque année. En raison des mesures de lutte contre la COVID-19 dans les pays importateurs, le Hadj a été annulé et la demande de bêtes s'est effondrée, entraînant un repli des revenus des pasteurs (entretien 1). Un autre aspect important de l'économie somalienne concerne les remises de fonds internationales ; en 2014, les remises de fonds annuelles étaient estimées à

1,4 milliard de dollars (Banque mondiale, 2016). Toutefois, la récession économique liée à la COVID-19 en Amérique du Nord et en Europe a entraîné des niveaux beaucoup plus bas de remises de fonds à la Somalie. Le cas de la Somalie traduit une économie qui dépend fortement des échanges et des réseaux internationaux, et où les effets de la COVID-19 étaient principalement dus à des manifestations dans d'autres pays plutôt qu'en Somalie même. Au sein même de la Somalie à l'époque, les mesures de lutte contre la COVID-19, telles que les fermetures des marchés ou les restrictions des voyages, ont été limitées.

Même si ce pays se trouve dans la Corne de l'Afrique, la situation au Soudan du Sud était très différente de celle du Karamoja en Ouganda ou de la Somalie. Au Soudan du Sud, les mesures liées à la COVID-19 ont été introduites lorsque le pays a connu une urgence complexe prolongée en raison d'un conflit civil, avec 2,3 millions de réfugiés en Ouganda et au Kenya, 1,7 million de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, et des niveaux très élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition humaine. Les restrictions initiales liées à la COVID-19 ont englobé la fermeture de l'espace aérien international, des frontières, des marchés et des écoles, mais à une époque où le pays connaissait non seulement un conflit mais aussi des inondations et une dévaluation considérable de la livre sud-soudanaise. Quelque 600 000 personnes ont été affectées par les inondations et beaucoup ont été contraintes de se déplacer à l'improviste avec leurs bêtes, ce qui a engendré encore des tensions et des conflits. Comme le Soudan du Sud dépend énormément des produits importés de l'Ouganda, la fermeture de la frontière avec ce pays a entraîné une baisse générale de la disponibilité de nourriture. L'accès était restreint pour les travailleurs humanitaires. Il convient de souligner un point particulièrement important pour le secteur de l'élevage, à savoir la perturbation de l'offre de vaccins pour animaux à une époque de l'année où des programmes de vaccination étaient prévus (entretiens 2 et 3). L'impact de la COVID-19 sur la vaccination des bêtes est abordé plus loin à la section 2.2.

Comme dans la majeure partie de l'Afrique de l'Ouest, les effets des mesures liées à la COVID-19 sur la mobilité pastorale et l'accès aux pâturages ont aussi soulevé des préoccupations dans d'autres parties du monde. L'Inde compte environ 35 millions de pasteurs et des rapports émanant de groupes de la société civile dans l'Uttarakhand, l'Himachal Pradesh, le Rajasthan, le Gujarat, le Maharashtra, le Madhya Pradesh et le

Telangana faisaient état de problèmes pour accéder aux pâturages dans les sanctuaires animaliers, les parcs nationaux et les réserves de tigres ; ils déploraient l'impact du confinement sur les migrations saisonnières et, par exemple, un début tardif de la transhumance vers les herbages d'été dans la chaîne de l'Himalaya (Centre for Pastoralism et al., 2020). On redoutait une forte mortalité du bétail si les migrations étaient encore retardées. Pour les pasteurs qui utilisent du fourrage, on rapportait aussi des problèmes ponctuels avec l'accès au fourrage sur certains marchés.

Les impacts des mesures de lutte contre la COVID-19 ont aussi été manifestes chez d'autres types d'éleveurs, avec la fermeture des marchés, moins d'aliments pour animaux et de médicaments vétérinaires disponibles, et la perturbation des chaînes d'approvisionnement signalés parmi les propriétaires de bovins, de petits ruminants, de porcins et de volaille dans les zones rurales du Népal (entretien 4). Le Népal a imposé un confinement national le 24 mars 2020, même si cette mesure a été assouplie en juin pour permettre les déplacements locaux. Dans certaines zones, les problèmes économiques généraux ont été exacerbés lorsque les travailleurs migrants sont rentrés de l'Inde (en raison du confinement imposé là-bas) avec moins d'argent que de coutume mais en exerçant un fardeau sur les besoins alimentaires des ménages. Les répercussions nettes de la COVID-19 sur l'élevage sont une hausse de la mortalité, une baisse de la production et, lorsque les marchés sont fermés, « un déversement du lait sur les routes » par les producteurs parce qu'ils n'ont nulle part où le vendre.

Dans le nord de la Thaïlande, l'aviculture revêt une importance considérable pour les moyens d'existences des exploitants familiaux et des agriculteurs villageois car la volaille représente une source importante de protéines et de revenus. Il existe un commerce de volaille bien implanté dans la province de Chiang Rai, avec des ventes transfrontalières considérables au Laos. Parmi les mesures liées à la COVID-19 figurait la fermeture de tous les points de contrôle frontaliers ; la population n'était pas autorisée à traverser la frontière internationale ; seuls les camions de fret pouvaient la traverser (Dr. Suvicha Panjakhan, échanges électroniques). Le marché aux puces frontalier et d'autres marchés étaient fermés ainsi que les marchés aux volailles vivantes qui approvisionnaient le marché frontalier. L'interruption des ventes de volailles vivantes a entraîné une perte de revenus pour les petits producteurs et les « intermédiaires » du marché dans le cadre des échanges transfrontaliers, mais les volatiles pouvaient

toujours être vendus aux acheteurs thaïlandais. Beaucoup de producteurs avaient aussi d'autres sources de revenus, telles que la culture de riz ou de fruits, ou encore la pisciculture, de sorte que l'impact global de la perturbation des échanges transfrontaliers sur les moyens d'existence a été limité.

En Inde, les petits producteurs laitiers ont été gravement touchés par les mesures de lutte contre la COVID-19, surtout en mars et en avril 2020, lorsqu'un confinement national brutal a engendré de graves problèmes d'approvisionnements en aliments pour animaux (entretien 5). La vente de lait a été particulièrement affectée car le lait est très périssable et personne « ne pouvait acheter ni vendre quoi que ce soit ». L'ensemble du secteur de l'élevage a aussi été affecté dès janvier 2020 lorsque des rumeurs sont apparues sur la toile

selon lesquelles la COVID-19 était présente dans la volaille avec des recommandations à la population de ne pas manger de poulet. Dans le même temps, les vétérinaires publics ne travaillaient pas et les maladies du bétail continuaient d'engendrer des problèmes. Par exemple, une épidémie de peste porcine africaine a été signalée dans le nord-est de l'Inde en mai 2020, et une alerte signalant la présence de fièvre hémorragique de Crimée-Congo a été publiée en septembre 2020. Généralement, la mousson estivale de juin à septembre est associée à des foyers de diverses maladies et la vaccination est pratiquée avant le début de la mousson. Les restrictions imposées par la COVID-19 ont réduit les niveaux de vaccination. Les petits producteurs laitiers au Bangladesh ont aussi été gravement affectés par les mesures liées à la COVID-19, comme le montre l'étude de cas ci-dessous.

### **Étude de cas 3 : Effets de la COVID-19 sur les petits producteurs laitiers au Bangladesh (LPIN, 2020)**

Le projet de Production animale pour une nutrition améliorée aide les petits éleveurs laitiers en zones rurales du Bangladesh à améliorer leur production et leurs ventes de lait, et ainsi la nutrition humaine. En mai 2020, le projet a réalisé une enquête rapide pour comprendre les effets de la crise de la COVID-19 sur les ménages et les entreprises ainsi que leurs ripostes.

Production de lait de vache – La production moyenne de lait par les éleveurs ayant signalé produire du lait avant la pandémie était de 4,04 litres par vache et par jour. Après l'introduction des mesures liées à la COVID-19, elle est passée à 2,78 litres par vache et par jour, ce qui représente une baisse de 31 % de la production.

Problèmes de production – « Près de 70 pour cent des ménages ont signalé avoir rencontré au moins un problème pour accéder à des aliments pour leurs bovins et nombre d'entre eux ont déploré plusieurs obstacles. Un manque d'approvisionnement en aliments pour animaux a été cité par 44,9 pour cent des ménages ; la fermeture des magasins et l'impossibilité d'exploiter la terre ont été mentionnées par 15,3 pour cent des ménages participants, respectivement. Le caractère abordable de l'herbe ou du fourrage, l'impossibilité pour les bovins de paître sur les terres publiques mises en quarantaine, l'impossibilité de sortir et d'aller au marché et un manque de fournisseurs mobiles d'herbe/de fourrage ont également été mentionnés comme des obstacles à l'apport d'aliments pour les bovins. Un quart des ménages participants ont signalé que le manque de services vétérinaires en raison de la COVID-19 s'était traduit par une réduction de la productivité de lait car les animaux malades ne pouvaient pas être soignés. »

Le produit de la vente de lait – Avant la COVID-19, les éleveurs vendaient en moyenne 3,13 litres de lait par jour alors qu'après la COVID-19, la moyenne des ventes était de 1,86 litre de lait par jour ; cela représente un repli de 40,6 % du volume de lait vendu. Le prix de vente moyen du lait avant la COVID-19 faisait environ 0,52 dollar US/litre et il est tombé à 0,49 dollar US/litre depuis l'apparition de la COVID-19.

Sécurité alimentaire – La proportion de ménages craignant de ne pas avoir assez à manger est passée de 10 % avant la COVID à 90 % après la COVID. Chez les ménages inquiets pour leur alimentation, 93,3 % ont signalé que leurs stocks alimentaires s'épuisaient ; 82,2 % ont déclaré que leur production était insuffisante pour satisfaire les besoins alimentaires du ménage ; 52,2 % ont observé qu'ils manquaient d'argent pour acheter de la nourriture ; et 45,6 % ont indiqué qu'ils ne pouvaient pas se rendre au marché pour acheter des aliments en raison des restrictions locales imposées sur les déplacements.



## 2.2 Effets des mesures de lutte contre la COVID-19 sur les services et programmes liés à l'élevage

Dans tous les pays couverts dans ce document de réflexion et où les autorités ont eu recours à des mesures de confinement pour lutter contre la COVID-19, les prestataires de services et programmes liés à l'élevage ont eu un accès physique limité aux communautés. Cela entrave la consultation directe avec les éleveurs, notamment dans les zones plus reculées, et cela bride ou suspend complètement la fourniture de certains services d'élevage tels que les soins vétérinaires, surtout lorsque les prestations de services dépendent de professionnels ou de paraprofessionnels très qualifiés. Toutefois, pour les prestataires de services communautaires et les fournisseurs locaux du secteur privé, les problèmes portaient moins sur l'accès physique aux personnes et aux animaux mais étaient davantage liés à la disponibilité des intrants. Les deux principaux intrants affectés étaient les médicaments vétérinaires et les aliments pour animaux et, en général, plus la chaîne d'approvisionnement était longue et plus les perturbations étaient graves. Les problèmes liés aux aliments pour animaux étaient particulièrement manifestes dans la petite production laitière comme on l'explique à la section 2.1 alors que des problèmes liés à la vaccination des animaux et, plus généralement, à l'accès aux soins vétérinaires étaient signalés dans différents pays et systèmes de production animale. Quelques exemples sont donnés ci-dessous :

- Au Soudan du Sud, déjà quelques années avant la COVID-19, le gouvernement, la FAO et des ONG avaient élaboré un calendrier de vaccination du bétail, avec un programme de vaccination durant la saison humide de mai à juillet pour des maladies comme l'anthrax, la septicémie hémorragique, le charbon bactérien, la pleuropneumonie contagieuse du bœuf (PCB), la variole ovine et caprine. Non seulement le personnel de terrain avait du mal à se rendre dans les communautés en raison des restrictions locales imposées pour lutter contre la COVID-19, mais la procédure d'appel d'offres et d'achat des vaccins par la FAO faisait que les vaccins pouvaient venir de Jordanie ou d'Inde, de sorte que bientôt les vaccins devinrent indisponibles. En bref, il s'ensuivit que le programme de vaccination animale en saison humide n'eut pas lieu en 2020 (entretiens 2 et 3), malgré le vaste réseau d'agents communautaires de santé animale au Soudan du Sud. Dans certaines zones, les installations de

chaîne de froid pour la conservation des vaccins ont continué d'être détruites lors des conflits armés survenus en même temps que les mesures de lutte contre la COVID-19.

- Dans le Karamoja, en Ouganda, durant les mesures de lutte contre la COVID-19, la disponibilité de médicaments vétérinaires à travers le secteur privé dans les grandes villes a diminué entre 29 % et 80 % et dans les magasins de village de 75 %. Par ailleurs, là où l'on pouvait trouver des médicaments, on enregistrait une hausse des prix pouvant atteindre 62 % (Lotira et al., 2020). La disponibilité de prestations de services publics vétérinaires au niveau des villages, surtout pour l'administration de vaccins, a diminué de 43 % à 100 %. Bien que des médicaments vétérinaires aient été disponibles dans certaines boutiques privées en ville, il était difficile de se rendre en ville en raison de la disponibilité réduite et de l'augmentation du coût des transports publics. Par exemple, le coût des transports à moto a parfois augmenté de 100 %. Ces changements ont coïncidé avec la fermeture des marchés à bétail de sorte que les animaux ne pouvaient pas être vendus pour obtenir de la trésorerie. La hausse des coûts des soins vétérinaires a causé un sérieux problème pour les ménages pauvres.
- Dans le nord du Cameroun et en République centrafricaine, les campagnes de vaccination contre la peste des petits ruminants, la PCB et la maladie de Newcastle prévues en mai et juin 2020 ont été perturbées en raison des mesures et des restrictions liées à la COVID-19, avec des conséquences importantes pour les propriétaires de bêtes (FSC, 2020).

La mobilisation du personnel a constitué un défi majeur pour certaines organisations internationales de plus grosse taille, dotées de services administratifs centralisés et parce que les informations sur la propagation de la COVID-19 et les mesures pour juguler l'épidémie ne cessaient de changer. Pour ces organisations, une interdiction générale sur tous les déplacements était courante, même lorsque les conditions sur le terrain variaient considérablement d'un pays à un autre et au sein même de chaque pays. En revanche, les organisations nationales et infranationales avaient plus de chances de mieux comprendre les risques locaux et pouvaient se montrer plus flexibles en permettant des déplacements dans le respect des lignes directrices locales éventuelles. Ce constat général s'est retrouvé

dans tout le secteur de l'élevage – les systèmes localisés étaient plus réactifs et s'adaptait mieux du point de vue de leurs prestations de service et des adaptations aux marchés.

Pour les projets de développement liés à l'élevage mettant l'accent sur le développement des entreprises du secteur privé, on redoutait que les réalisations du projet aient été contrariées. Ainsi, les ménages du Bangladesh dans le cadre du projet de Production animale pour une nutrition améliorée avaient auparavant vécu de fortes améliorations de la production et de la vente de lait, avec les effets associés sur leurs revenus et leur nutrition. Toutefois, dans une enquête réalisée durant la COVID-19, 63 % des ménages ont estimé qu'ils ne pourraient faire face pendant plus de 30 jours dans le contexte actuel de la COVID-19, et beaucoup estimaient ne pouvoir faire face que pendant une semaine ou deux (LPIN, 2020). Les types d'assistance les plus fréquemment demandés étaient une aide financière (66 % des ménages) et une aide alimentaire (29 % des ménages), ce qui montre dans quelle mesure les gains de développement ont été affectés.

### 3. RIPOSTES

#### 3.1 Ripostes des éleveurs

Comme les mesures liées à la COVID-19 ont entraîné un accès physique restreint aux communautés par les travailleurs et les chercheurs gouvernementaux/humanitaires, les informations sur les réactions des éleveurs à ces mesures ont été relativement limitées. Toutefois, dans l'ensemble, il semble que les réactions des éleveurs pauvres aux restrictions imposées pour lutter contre la COVID-19 ont été influencées par des facteurs tels que :

- Le type de mesures et de restrictions en place pour lutter contre la COVID-19.
- La situation économique générale et la capacité des ménages à réagir à la hausse des coûts et au manque de disponibilité de nourriture, de produits de base, de services et de transports malgré des revenus plus faibles et une production moindre.
- La dépendance d'un ménage envers l'élevage par rapport à d'autres activités de subsistance et la mesure dans laquelle ces replis des revenus ou de la consommation liée à l'élevage pouvaient être compensés par d'autres activités.
- Le fonctionnement des réseaux sociaux et la capacité d'accès à l'assistance des proches et des voisins.
- La capacité des ménages à adapter leur gestion du cheptel ou la vente de produits de l'élevage pour tenir compte des pressions exercées par la COVID-19 sur la production, les échanges et les services.
- Le caractère saisonnier des moyens d'existence et de la sécurité alimentaire, car l'impact des restrictions liées à la COVID-19 dépend en partie de la date de mise en place de ces restrictions et de leur durée.
- Pour les pasteurs et les agropasteurs, les compromis entre la protection des animaux en accédant à l'eau et aux pâturages, les risques de conflit et l'exposition à des maladies animales dans les zones congestionnées.

Le plus souvent, durant les crises, les ménages ruraux pauvres ont recours à des stratégies telles qu'un nombre moindre de repas et un changement de régime alimentaire en privilégiant les aliments moins onéreux, en consommant et en amenuisant les stocks de denrées produites à la maison, notamment à base de céréales, la vente d'actifs comme les animaux, la souscription de prêts informels (qui viennent souvent les endetter davantage), et l'appui sur les réseaux sociaux pour en tirer de l'aide. Toutefois, un aspect important des mesures de lutte contre la COVID-19 est bien souvent le repli des prix des animaux en même temps qu'une augmentation du coût des denrées et des transports. Pour les ménages pauvres, il se peut qu'il n'y ait pas d'autres solutions que de vendre des bêtes quand les prix sont bas. Les stratégies de lutte des ménages ont été dégagées d'une enquête auprès des petits producteurs laitiers au Bangladesh durant la COVID-19, dans le cadre de laquelle 14,1 % des ménages ont signalé vendre des bovins ou des biens, 11,1 % ont indiqué emprunter ou souscrire un prêt, et 17,2 % ont mentionné réduire leurs dépenses ou leur consommation de denrées (LPIN, 2020).

Bien que la COVID-19 dans les pays à faible revenu soit actuellement définie avant tout comme une crise économique et touchant la sécurité alimentaire, dans les grandes crises humanitaires, le facteur le plus important qui affecte le taux de survie est souvent la présence et le rôle des réseaux sociaux et la mesure dans laquelle les personnes dans le besoin peuvent recevoir une aide de leurs proches ou de leurs voisins (p. ex. de Waal, 1989 ; Maxwell et al., 2016). Cette assistance peut être locale et pourrait porter sur des dons de nourriture ou d'argent, ou encore sur une aide pour s'occuper des bêtes. Cela peut aussi concerner des remises de fonds en provenance de parents qui vivent en métropole ou à l'étranger. L'importance des réponses locales autogénérées ressortait clairement des recherches menées dans le nord du Kenya durant le confinement imposé en raison de la COVID-19 :

*« Les ripostes pastorales à la pandémie ont été observées à deux niveaux différents. Les premières portaient sur la façon de faire face au virus par le biais de l'établissement d'équipes d'urgence au sein de la communauté locale, constituées de bénévoles de santé, de chefs villageois, de jeunes, de femmes et d'ânés du village. Bien qu'ils n'aient pas de formation médicale, ils se rencontrent tous les vendredis et se chargent de sensibiliser la communauté et de faire du dépistage aux points d'entrée du district. Deuxièmement, on voit apparaître un réseau structuré de solidarités communautaires et d'entraide : une nouvelle économie morale pastorale. À titre d'exemple, on peut citer un groupe de jeunes, à Merti, qui ont lancé un drive alimentaire face au coronavirus pour nourrir les familles vulnérables. En outre, des femmes aident les vendeurs de lait en achetant leurs excédents et en le transformant en beurre afin que la fermeture des marchés n'entraîne pas une perte totale. » (Sumali et al., 2020)*

Ces recherches illustrent l'importance de la résilience sociale et de l'adaptation durant le confinement imposé pour lutter contre la COVID-19 et il y a probablement une foule d'initiatives semblables passées sous silence dans les communautés d'éleveurs des différents pays.

Dans les communautés pastorales et agropastorales, une stratégie clé en période de crise consiste à protéger le noyau d'animaux reproducteurs et cela peut nécessiter de déplacer les bêtes vers des zones où les disponibilités en eau et en pâturages sont meilleures. Pour permettre les déplacements des troupeaux durant la COVID-19, on rapporte que des pasteurs d'Afrique de l'Ouest, du Soudan du Sud et de l'Inde ont fait pression sur les pouvoirs publics ou ont demandé l'aide d'associations pastorales et d'ONG pour permettre les déplacements en toute sécurité. De même, en Afrique de l'Ouest, on rapporte que des éleveurs ont emprunté des routes exceptionnelles avec leurs bêtes afin d'éviter les restrictions liées à la COVID-19 aux points frontaliers officiels. Dans certaines zones du Soudan du Sud, les déplacements des personnes et des animaux ont été impulsés par le besoin d'échapper aux inondations et aux conflits, tout en sécurisant des pâturages pour les bêtes ; 600 000 personnes ont été affectées par les inondations durant les restrictions liées à la COVID-19.

Dans cette situation, une application stricte des restrictions des déplacements imposées pour lutter contre la COVID-19 n'était probablement ni possible ni justifiée.

D'un pays à l'autre, les éleveurs se sont adaptés aux fermetures officielles des marchés de diverses manières. Par exemple, en Inde, d'autres méthodes ont été utilisées pour vendre de la viande de mouton et de chèvre, en mettant l'accent sur les ventes locales et en pratiquant la vente de lait direct « au pas de la porte » ; on a également vu fleurir quelques formes de commercialisation en ligne. Il convient de souligner qu'il n'y a pas eu de baisse du prix de la viande de chèvre en Inde pendant que les mesures de lutte contre la COVID-19 étaient en place (entretien 5). Dans le nord de la Thaïlande, la COVID-19 a entraîné la fermeture des échanges transfrontaliers de volaille avec le Laos. De ce fait, davantage de volatiles ont été vendus sur les marchés intérieurs, qui étaient encore ouverts. En Somalie, lorsque les exportations de bétail ont chuté en raison de l'annulation du Hadj, davantage d'animaux ont été redirigés vers les marchés intérieurs qui restaient ouverts (voir aussi l'étude de cas 4). Dans le sud de l'Éthiopie, les pasteurs ont essayé de rediriger le bétail vers les marchés du Kenya (Sumali et al., 2020) et dans le Karamoja, en Ouganda, tous les marchés au bétail étaient fermés en raison des mesures de lutte contre la COVID-19 mais des rapports faisaient état de ventes informelles de bétail, moyennant des prix élevés (Lotira et al., 2020).

En raison des problèmes avec les services vétérinaires, certains éleveurs se sont également davantage tournés vers les pratiques et les traitements traditionnels (médecine ethnovétérinaire), comme signalé en Inde (entretien 5) et au Népal (entretien 4). Les traitements ethnovétérinaires tendent à être à bas coût et localement disponibles et, par conséquent, ils sont particulièrement pertinents pour les ménages pauvres ou les ménages qui connaissent une perte de revenus temporaire.

Dans le Karamoja, en Ouganda, il y a eu une augmentation notable des vols de bétail durant les mesures liées à la COVID-19, et il semble probable que ces raids aient été perpétrés par d'autres éleveurs. Le vol de bétail est un problème chronique dans cette zone et, durant les mesures de lutte contre la COVID-19, il y a eu moins de poursuite des voleurs par les forces de l'ordre et, par conséquent, moins de chances de pouvoir récupérer les bêtes volées (Lotira et al., 2020). Des vols de bêtes ont aussi été signalés en Inde durant les restrictions liées à la COVID-19.

Dans tous les pays abritant des populations pastorales, les limites de certaines mesures liées à la COVID-19 étaient manifestes. Parmi celles-ci, les conseils concernant le lavage fréquent des mains ne cadraient absolument pas avec la réalité des approvisionnements en eau salubre dans nombre de zones pastorales, tout particulièrement durant la saison sèche.

### 3.2 Ripostes des agences et des programmes

Jusqu'ici, pendant la pandémie de COVID-19, les efforts déployés pour aider les éleveurs pauvres ont porté sur une assistance générale en matière de sécurité alimentaire par les agences compétentes et une aide plus spécifique à l'élevage par des organismes spécialisés dans la programmation dans ce domaine. Les premières réponses ont concerné la publication de lignes directrices par des organisations internationales et des groupes de coordination, notamment la FAO (2020 a), LEGS (2020) et le Module de la sécurité alimentaire (FSC, 2020) concernant l'appui à l'élevage et aux éleveurs. Sachant que beaucoup de pays ont imposé des mesures de confinement en mars 2020, la publication des lignes directrices en matière d'élevage en avril 2020 (FAO ; LEGS) et en mai 2020 (FSC) par ces organisations a été rapide et à propos. Au moment où nous écrivons ce document de réflexion six mois plus tard, ces conseils restent tout à fait d'actualité en matière d'appui au secteur de l'élevage.

Au niveau régional, national et infranational, les ripostes ont tenu compte des contextes locaux sur les moyens d'existence, le rôle de l'élevage dans les moyens d'existence et l'économie nationale ainsi que le niveau et le type de mesures liées à la COVID-19 en place. Du fait de la grande diversité des contextes, des moyens d'existence et des mesures de lutte contre la COVID-19, les ripostes en matière d'élevage ont également été variées. Certaines des principales réponses décrites dans la littérature et mentionnées durant les entretiens sont résumées ci-dessous.

#### Informations, coordination, réseaux et lobbyisme

Il existe divers exemples d'organes de coordination, de réseaux et de groupe de la société civile et d'ONG locales et internationales qui recueillent et diffusent des informations sur les effets de la COVID-19 et qui prodiguent des conseils. Au niveau international, on peut citer les documents publiés par la FAO, LEGS et le FSC visés plus haut mais à l'échelon national et plus localement, il y a aussi des cas de ce type de riposte.



- Au Soudan du Sud, le Groupe de travail technique sur l'élevage relevant du Module de la sécurité alimentaire est un groupe de coordination pluriagences bien établi qui a réagi rapidement aux mesures de lutte contre la COVID-19. En avril 2020, il a prodigué des lignes directrices spécifiques à l'intention des partenaires afin de les aider à reprogrammer dans le contexte de la COVID-19 ; celles-ci tenaient néanmoins compte des autres grands problèmes que connaît le Soudan du Sud, notamment les conflits, les inondations et l'endommagement ponctuel des récoltes par des criquets pèlerins (FSC Soudan du Sud, 2020).
- En Afrique de l'Ouest, le Réseau Billital Maroobe et Action Contre la Faim ont commencé à produire des bulletins mensuels en ligne sur la COVID-19 à partir de leur système de suivi des milieux pastoraux. Sur la base de rapports issus de neuf pays – Bénin, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Nigéria, Niger, Sénégal, Tchad et Togo –, ces bulletins étaient axés sur les effets des mesures de lutte contre la COVID-19 sur les pasteurs et les agropasteurs et formulaient des recommandations en matière de programmation et de politiques (p. ex. RBM et ACF, 2020). Toujours en Afrique de l'Ouest, l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane a produit des rapports en ligne sur les problèmes liés à la COVID-19 dans 12 pays ouest-africains, là encore en mettant l'accent sur les agropasteurs et les pasteurs (APESS, 2020). En Afrique de l'Ouest, les principaux enjeux sont le besoin de maintenir la mobilité du bétail et de gérer le conflit.
- En Inde, le Centre pour le pastoralisme et des organisations de la société civile dans sept États se sont alliés pour produire un rapport sur les effets de la COVID-19 sur les pasteurs et formuler des recommandations pour aider les systèmes pastoraux. Des ONG locales ont été très actives dans le lobbying des autorités locales pour autonomiser les mouvements pastoraux au sein des États et elles ont contribué aux médias locaux pour sensibiliser l'opinion aux problèmes qui affectent les pasteurs (entretien 5). Des ONG comme ANTHRA ont aidé les pasteurs à charger leurs téléphones et à se procurer des cartes SIM.

## Réponses de programmation propres au contexte

Comme indiqué plus haut, les réponses de programmation ont généralement été fondées sur l'analyse locale des effets de la COVID-19. Si les agences de mise en œuvre étaient jugées suivre les pratiques en matière de COVID-19, telles que la distanciation sociale, elles employaient aussi des interactions avec les communautés et les partenaires locaux pour fournir des informations sur la COVID-19 en plus des discussions sur les programmes. Certaines activités, comme les stages de formation, ont été adaptées, p. ex. au Soudan du Sud, les formations étaient limitées à moins de 10 personnes, avec port du masque et respect des mesures de distanciation sociale. En général, on a eu beaucoup plus recours aux téléphones mobiles et aux réunions virtuelles en ligne, pour remplacer les rencontres en présentiel.

Un bon exemple de programme qui a changé d'approche concerne le Népal où des projets de « Génération de revenu rapide » ont été élaborés dans le cadre d'un projet de relèvement après un séisme/ portant sur les moyens d'existence sur une durée de quatre ans, mis en œuvre par SAPPROS, une ONG locale. En raison des impacts de la COVID-19, on a assisté à plusieurs cas de reprogrammation, notamment un appui à la production de volaille avec des aliments pour animaux et des soins vétérinaires. L'assurance du bétail et la vaccination ont aussi été employées dans les zones de projet, appuyées par une aide alimentaire aux ménages très pauvres par les autorités locales et un programme d'argent contre travail. En Somalie, un autre projet de développement a été en mesure de changer sa programmation comme le résume l'étude de cas ci-dessous.

## Étude de cas 4 : Le projet Croissance, entreprise, emploi et moyens d'existence en Somalie (entretien 1)

Le projet Croissance, entreprise, emploi et moyens d'existence (acronyme anglais GEEL) apporte un soutien aux marchés et aux échanges de produits agricoles et d'élevage ainsi qu'au secteur de l'énergie renouvelable en Somalie, en mettant l'accent sur le secteur privé, le développement d'entreprises et les services financiers associés, l'investissement et les systèmes de certification. Il s'agit d'un projet de développement sur cinq ans qui vise à renforcer les capacités des investisseurs locaux et de la diaspora somalienne à investir dans des opportunités commerciales et qui donne la priorité à des débouchés dans des industries susceptibles d'attirer les femmes et les jeunes qui ont été marginalisés et sont passés à côté de diverses opportunités économiques.

Très tôt dans la crise de la COVID-19, le projet GEEL a effectué une analyse des effets de la crise et a conçu des interventions spécialement étudiées pour réagir à ces impacts. Pour le secteur de l'élevage, les principales stratégies visaient à soutenir les échanges nationaux de viande et de bétail durant l'interruption des exportations et à explorer les possibilités d'exportations vers des pays où le contexte local du coronavirus rendait ces exportations possibles. Le but général était d'aider à maintenir l'emploi et les entreprises d'élevage en Somalie durant la crise de la COVID-19 et de permettre aux éleveurs de vendre des bêtes et de gagner un revenu. Le projet a rapidement redistribué les ressources et a fourni un appui à divers partenaires du secteur privé. À la mi-septembre 2020, les premiers résultats étaient les suivants :

- Juba Livestock Quarantine and Fisheries a exporté 3 800 taureaux à Oman et au Yémen à un prix moyen de 520 dollars par bête, pour une vente totale de 1 976 000 dollars
- Les fournisseurs de viande Hilibsan et Someat ont dispensé une formation en mesures de prévention et de sensibilisation à la COVID-19. Parce que ces mesures ont permis d'accroître la confiance de la clientèle, les ventes des compagnies ont augmenté de 25 % et elles ont mis en place un réseau de livraison de viande à Hargeisa et à Mogadiscio par le biais de prestataires de services de livraison gérés par des jeunes
- SOMEAT (le plus gros exportateur de viande de Somalie) a créé 213 emplois grâce à l'essor de ses boucheries locales, ses réseaux de distribution et l'introduction d'un nouvel atelier de désossage dans son abattoir de Mogadiscio
- Plus de 65 tonnes métriques en capacité de stockage de froid, à partir de diverses glacières isothermes portables, ont été distribuées aux pêcheurs locaux des deux sexes et à des compagnies partenaires du projet GEEL à Mogadiscio, Puntland et Jubaland. Cela a permis de sauver 200 emplois et d'en créer plus de 50 nouveaux
- Des producteurs laitiers spécialisés en élevage de chameaux et partenaires commerciaux du projet GEEL, tels que Beder Camel Dairy, Ramad Galool, Som Milk et Roob Daay, ont mis en place des réseaux de distribution de lait à domicile et des installations de chaîne de froid alimenté par énergie solaire dans des sites stratégiques de Mogadiscio et de Hargeisa
- La laiterie Oog Dairy et celle de Malab ont renforcé leurs capacités de chaînes de froid et ont contractualisé des bars à lait gérés par des femmes et des jeunes avec l'introduction de nouveaux produits laitiers ayant une plus longue durée de vie, comme le fromage, le ghee et le beurre
- L'abattoir d'Almanar à Berbera a exporté 14 525 kilos de viande congelée à Oman, et projette des exportations au Bahreïn et aux Émirats arabes unis
- Tous les producteurs de produits laitiers et de fourrage ont adhéré aux directives de prévention de la COVID-19 publiées par l'OMS en imposant des mesures de distanciation sociale sur le lieu de travail, en installant des points de lavage des mains, en distribuant des masques au logo de l'entreprise et par une sensibilisation générale des salariés

Le projet GEEL est un exemple de leadership et de gestion de projet souple et efficace, qui permet à un projet de développement de changer de cap durant la crise sanitaire de la COVID-19 en Somalie.

Les exemples du Népal et de Somalie illustrent bien la valeur des projets de développement durant les crises et lorsque le leadership technique et les modalités de financement d'un projet sont réactifs à l'évolution de la situation sur le terrain (entretiens 1 et 6).

Il y a aussi eu deux exemples de projets d'élevage qui se sont adaptés pour soutenir les ripostes de santé publique face à la COVID-19. Au Soudan du Sud, il existe une longue histoire d'agents communautaires de santé animale (ACSA) en appui aux programmes de santé humaine, qui remonte aux années 1990 lorsque les ACSA aidaient à faire passer le message concernant la dracunculose et le VIH/sida (Catley et al., 2005). En Afghanistan, à compter de 2013, les unités vétérinaires communautaires de terrain ont dispensé aux producteurs des formations sur les zoonoses en coordination avec le ministère de la Santé publique (Schreuder et al., 2015). Au Soudan du Sud et en Afghanistan, ces systèmes communautaires ont été utilisés pour diffuser des messages de sensibilisation à la COVID-19 et en Afghanistan, ils ont aussi contribué à la fourniture aux communautés de désinfectants, d'équipement de protection personnelle (EPP) et autres intrants (FSC, 2020). Il convient de souligner que, dans les deux cas, les agents communautaires ont été reconnus par leurs autorités respectives. Dans les pays où cette reconnaissance n'existait pas, le recours officiel aux ACSA ou à des agents équivalents par les autorités sanitaires est plus problématique.

## 4. RÉFLEXION

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, une masse d'informations scientifiques et autres est devenue disponible, avec des études de modélisation, d'autres recherches et des données sur les impacts qui fleurissent quasiment tous les jours. Ainsi, au moment de finaliser ce document au début de novembre 2020, de nouveaux rapports prometteurs étaient publiés sur les essais de vaccin qui, dans une certaine mesure, étaient assombrés par des foyers de COVID-19 dans des élevages de visons au Danemark et par les craintes suscitées par la mutation du virus et son impact potentiel sur l'efficacité des vaccins. Dans les pays à faible revenu, les répercussions économiques dramatiques des mesures liées à la COVID-19 sont bien documentées, tout comme certains de leurs effets à plus long terme. Une première évaluation par certaines agences de l'ONU et autres suggère que la pandémie pourrait ajouter entre 83 et 132 millions de personnes au nombre total d'individus mal nourris dans le monde d'ici à la fin de 2020 (FAO et al., 2020). Toutefois, il est beaucoup plus difficile de cerner les impacts sanitaires de la COVID-19 et en quoi ces impacts pourraient évoluer. À ce jour, la mortalité de la COVID-19 dans les pays à faible revenu a été constamment rapportée comme étant inférieure à celle enregistrée dans les pays à revenu élevé (JHU, 2020) et il est difficile de savoir si la mortalité restera faible à mesure que le virus continue de se propager dans les régions en développement. Un scénario final avec une faible mortalité de la COVID-19 dans les pays à faible revenu signifierait qu'avec le recul, d'autres maladies comme le paludisme, la TB, la diarrhée et le VIH/sida ont été des causes de mortalité beaucoup plus importantes durant la pandémie dans ces pays. En revanche, si la COVID-19 provoque une maladie grave et généralisée dans les pays à faible revenu au cours des six à douze prochains mois, par exemple, les systèmes de santé pourraient être submergés et la mortalité pourrait dépasser les niveaux observés dans divers pays d'Europe et aux États-Unis. Dans les pays qui connaissent des urgences complexes et avec un scénario de faible mortalité de la COVID-19, il est possible que les perturbations de l'assistance humanitaire puissent entraîner davantage de décès que la COVID-19.

Un examen rapide des effets de la COVID-19 sur les éleveurs aboutit à une conclusion prévisible selon laquelle les effets varient beaucoup en fonction du type et de la durée des mesures employées pour lutter contre la pandémie. En outre, au sein des pays, ces

mesures n'ont pas été uniformément appliquées et elles ont donc eu des effets différents. Ainsi, les pasteurs vivant dans des zones plus reculées du nord du Kenya ont été moins affectés par les mesures de lutte contre la COVID-19 que ceux qui se trouvaient à proximité des grandes villes (Simula et al., 2020). Une prise en compte du caractère saisonnier des moyens d'existence est également importante dans l'étude des effets de la COVID-19. Si les marchés sont fermés à une époque de l'année où les éleveurs maximisent d'ordinaire les ventes de bêtes, les pertes de revenus seront relativement élevées. Si la mobilité du bétail est entravée lorsque les troupeaux ont besoin de regagner des pâturages de saison sèche, les effets sur la production animale et la survie seront plus élevés que si les mesures de lutte contre la COVID-19 intervenaient durant la saison humide ; il suffit de comparer, par exemple, les effets de la COVID-19 en Afrique de l'Ouest (RM et ACF, 2020) et ceux dans le nord-est de l'Ouganda (Lotira et al., 2020). Les fortes répercussions des mesures de lutte contre la COVID-19 sur le petit secteur laitier en Inde et au Bangladesh montrent bien en quoi les systèmes de production animale qui sont fortement dépendants des intrants extérieurs et des ventes de produits laitiers sont particulièrement vulnérables lorsque les chaînes d'approvisionnement et les marchés sont perturbés. En ce qui concerne les ripostes, on disposait de beaucoup plus d'informations sur la façon dont les organisations réagissent à la crise de la COVID-19 que sur les réponses locales ou communautaires. On a observé des changements positifs et négatifs des comportements, avec des pasteurs dans le nord du Kenya qui ont renforcé leur résilience sociale (Simula et al., 2020), tandis que la police au Kenya et en Ouganda profitait des mesures de lutte contre la COVID-19 pour extorquer des pots-de-vin et augmenter encore les coûts et les risques des déplacements locaux.

Le projet LEGS se concentre exclusivement sur les contextes humanitaires et sur l'utilisation d'un appui lié à l'élevage comme forme d'assistance humanitaire. Dans les pays à faible revenu, la COVID-19 est actuellement une crise économique et de sécurité alimentaire, comparable aux crises économiques provoquées par l'effondrement des systèmes financiers ou par l'hyperinflation. À ce titre, les lignes directrices relatives à la COVID-19 échappent à la portée du manuel LEGS. Toutefois, le projet LEGS est beaucoup plus pertinent dans les situations où la COVID-19 se superpose à une situation d'urgence préexistante, ou lorsqu'une crise humanitaire se produit dans une région ou un pays où des mesures liées à la COVID-19 sont en place. Dans ces situations, les éditions futures du manuel LEGS auront peut-être besoin de tenir compte de la manière dont une pandémie affecte les problèmes tels que la préparation aux urgences, l'analyse participative et l'identification des interventions en matière d'élevage, les approches fondées sur le marché et la fourniture d'intrants tels que les aliments pour animaux ou les médicaments vétérinaires. Par exemple :

- Au titre de la norme essentielle 1 Participation, le manuel LEGS pourrait prodiguer des conseils sur le besoin éventuel et, le cas échéant, sur le mode d'emploi pour mener une évaluation participative lorsque l'accès aux communautés est restreint. Cette question est également pertinente pour d'autres passages de LEGS concernant la norme essentielle 4, Évaluation initiale et identification de la réponse, et le chapitre 3, évaluation initiale, ainsi que sur l'utilisation d'approches et de méthodes participatives pour analyser des problèmes et identifier des interventions.
- Au titre de la norme essentielle 2 Préparation, le manuel LEGS pourrait envisager des lignes directrices sur la préparation en gardant à l'esprit les pandémies futures, et en supposant que des restrictions semblables aux mesures de lutte contre la COVID-19 puissent être utilisées pour d'autres pandémies, en s'appuyant sur les expériences des projets de développement qui ont fourni un appui au secteur de l'élevage durant la pandémie, par le biais d'un financement et d'une gestion flexibles.



- Dans l'ensemble de ses interventions techniques, le manuel LEGS soutient des approches fondées sur le marché et travaille avec le secteur privé et les pouvoirs publics. Dans les arbres de décision concernant les interventions techniques, le manuel LEGS pourrait envisager d'ajouter du contenu pour souligner les options techniques qui sont faisables dans des contextes de confinement imposé par une pandémie.
- En matière de COVID-19 et de santé humaine, la propagation de la COVID-19 a été tributaire presque exclusivement d'une transmission du virus de l'homme à l'homme et, par conséquent, la prévention et le contrôle de la maladie sont l'affaire des autorités et des organisations sanitaires nationales et internationales. LEGS reconnaît le rôle de la FAO et de l'OIE dans l'élaboration de lignes directrices pour le contrôle des maladies du bétail et pourrait noter le rôle de l'OMS et d'autres organisations dans le cadre du contrôle des maladies humaines.

En matière d'élaboration de lignes directrices spécifiques pour utiliser les interventions de LEGS durant une pandémie telle que la COVID-19, cela devrait se faire avec du recul, une fois que l'ensemble des effets de la pandémie sur la santé et sur l'économie sera connu. LEGS devra aussi examiner les effets sur les moyens d'existence des interventions liées à l'élevage durant la pandémie et encourager les agences de mise en œuvre à mener des évaluations d'impact. Pour l'heure, les notes d'orientation sur l'élevage et la COVID-19 produites par la FAO et le FSC sont hautement pertinentes et fournissent des suggestions très utiles pour la programmation en matière d'élevage. Enfin, les acteurs et les projets de développement sont des utilisateurs potentiels du manuel LEGS, notamment lorsque les modalités de financement et de gestion permettent une réorientation des activités en réponse à une crise. À l'heure actuelle, le manuel LEGS se concentre sur le « secteur humanitaire » tout en soutenant des approches fondées sur les moyens d'existence. Dans une édition future, il faudrait aussi envisager de rendre LEGS plus pertinent pour les travailleurs du développement.

## BIBLIOGRAPHIE

- APESS (Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane), 2020. Analysis of the first impacts of the COVID-19 pandemic on APESS member agropastoral family operations. <https://www.apess.org/note-danalyse-des-premiers-impacts-de-la-pandemie-du-covid-19-sur-les-exploitations-familiales-agropastorales-membres-de-lapess/> (accessed September 2020)
- Banque mondiale, 2016. World Bank Makes Progress to Support Remittance Flows to Somalia. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2016/06/10/world-bank-makes-progress-to-support-remittance-flows-to-somalia> (accessed September 2020)
- Catley, A. et al., 2005. Policies, Practice and Participation in Complex Emergencies: The Case of Livestock Interventions in South Sudan. A case study for the Agriculture and Development Economics Division of the Food and Agriculture Organization, Feinstein International Famine Center, Tufts University <https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/Policies-Practice-Participation-Interventions-South-Sudan.pdf> (accessed October 2020)
- CEBM (Center for Evidence-based Medicine), 2020. Why no-one can ever recover from COVID-19 in England – a statistical anomaly. <http://www.cebm.net/covid-19/why-no-one-can-ever-recover-from-covid-19-in-england-a-statistical-anomaly/> (accessed November 2020)
- Centre for Pastoralism with inputs from the Himachal Ghumantu Pashupalak Mahasaba, Van Panchayat Sangharsh Morcha, WASSAN, Centre for People's Collective and ANTHRA, URMUL, Lokhit Pashu Palak Sansthan, Sahjeevan and Indigenous Livestock Society, 2020. How Pastoralists across India are Affected by the COVID-19 Lockdown and Solutions to Sustain Livelihoods, Status Report April 2020
- Clark, A. et al., 2020. Global, regional, and national estimates of the population at increased risk of severe COVID-19 due to underlying health conditions in 2020: a modelling study. *The Lancet* 8, e1003-17
- Deribew, A., et al. 2019a. The burden of HIV/AIDS in Ethiopia from 1990 to 2016: Evidence from the Global Burden of Diseases 2016 Study. *Ethiopian Journal of Health Science* 29(1): 859–868. doi: 10.4314/ejhs.v29i1.7
- Deribew, A., et al. 2019b. Tuberculosis burden in Ethiopia from 1990 to 2016: Evidence from the Global Burden of Diseases 2016 Study. *Ethiopian Journal of Health Science* 28(5): 519–528. doi: 10.4314/ejhs.v28i5.2
- de Waal, A., 1989. *Famine That Kills: Darfur, Sudan, 1984-1985*. Clarendon Press, Oxford
- FAO (Food and Agriculture Organization) 2020a. Mitigating the impacts of COVID-19 on the livestock sector. <http://www.fao.org/3/ca8799en/CA8799EN.pdf> (accessed September 2020)
- FAO (Food and Agriculture Organization) 2020b. What COVID-19 movement restrictions mean for nomadic pastoralists in the Sahel <http://www.fao.org/fao-stories/article/en/c/1297470/> (accessed September 2020)
- FAO (Food and Agriculture Organization) 2018. Pastoralism in Africa's drylands. Food and Agriculture Organization, Rome <http://www.fao.org/3/CA1312EN/ca1312en.pdf> (accessed September 2020)
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO, 2020. The State of Food Security and Nutrition in the World 2020. Transforming food systems for affordable healthy diets. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/ca9692en> (accessed October 2020)
- FSC (Food Security Cluster), 2020. Guidance for emergency livestock actions in the context of COVID-19 [https://fsccluster.org/fsc\\_agriculture\\_wg/document/guidance-emergency-livestock-actions](https://fsccluster.org/fsc_agriculture_wg/document/guidance-emergency-livestock-actions) (accessed September 2020)
- FSC (Food Security Cluster) South Sudan, 2020. Guidance for emergency livestock actions in the context of COVID-19 in South Sudan: Addressing emerging needs related to the pandemic and reprogramming on-going critical activities. Food Security Cluster South Sudan, Juba
- FSNAU (Food Security and Nutrition Analysis Unit), 2015. Somalia Livestock Exports. <http://www.fao.org/resources/infographics/infographics-details/en/c/284952/> (accessed September 2020)
- GBD 2016 Diarrhoeal Disease Collaborators, 2018. Estimates of the global, regional, and national morbidity, mortality, and aetiologies of diarrhoea in 195 countries: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2016. *Lancet Infectious Diseases* 18: 1211–28
- Girum, T., et al. 2019. Burden of malaria in Ethiopia, 2000-2016: findings from the Global Health Estimates 2016. *Tropical Diseases, Travel Medicine and Vaccines* 5: 11. doi: 10.1186/s40794-019-0090-z
- Haider, N., et al., 2020. Lockdown measures in response to COVID-19 in Sub-Saharan Africa: A rapid study of nine countries. *BMJ Global Health*, preprint <https://gh.bmj.com/content/5/10/e00319> (accessed October 2020)
- Hogan A.B., et al., 2020. Report 19: the potential impact of the COVID-19 epidemic on HIV, TB and malaria in low and middle-income countries. Imperial College, London
- JHU (Johns Hopkins University Coronavirus Resource Centre), 2020. Mortality analyses. <https://coronavirus.jhu.edu/data/mortality> (accessed November 2020)
- LEGS (Livestock Emergency Guidelines and Standards), 2020. COVID-19 Response: LEGS Guidance Note. <https://www.livestock-emergency.net/wp-content/uploads/2020/04/LEGS-COVID-19-Guidance-Note-28-April-2020.pdf> (accessed September 2020)
- LEGS (Livestock Emergency Guidelines and Standards) 2014. *Livestock Emergency Guidelines and Standards, 2nd edition*. Practical Action Publishing, Rugby
- Lotira, R. et al., 2020. Rapid Assessment of COVID-19 impacts in Karamoja, Uganda. Karamoja Resilience Support Unit, Tufts University and USAID, Kampala <https://karamojaresilience.org/publications/item/rapid-assessment-of-covid-19-impacts-in-karamoja-uganda-august-2020> (accessed September 2020)
- LPIN (Livestock Production for Improved Nutrition Activity), 2020. COVID-19 Situational Analysis: The Effect on Households and Market Systems in the Livestock Sector. Livestock Production for Improved Nutrition Activity, ACDI/VOCA, USAID/Bangladesh [https://pdf.usaid.gov/pdf\\_docs/PA00X2GW.pdf](https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00X2GW.pdf) (accessed October 2020)

Maxwell, D. et al., 2016. Facing famine: Somali experiences in the famine of 2011. *Food Policy* 65 (December): 63–73

Nelson R., 2020. COVID-19 disrupts vaccine delivery. *Lancet Infectious Diseases* 20:546

OMS (Organisation mondiale de la Santé), 2020. Coronavirus disease (COVID-19) pandemic. <https://www.euro.who.int/en/health-topics/health-emergencies/coronavirus-covid-19/novel-coronavirus-2019-ncov> (accessed September 2020)

RBM and ACF (Reseau Billital Maroobe and Action Contre la Faim), 2020. Pastoral Monitoring COVID-19 <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrjoiNzg2YWJlNTAtMDI0MC00OTVILWE5YmEtMmJlMTY5YjlxNTU3liwidCl6ImZmMTAIZDRmLTazOWYtNDQ0ZiIiZDZmLTBIZDFIMzVkYWVmNClslmMiOjh9> (acceso septiembre de 2020)

Sabates-Wheeler R. et al., 2013. Implementing social protection in pastoralist areas: how local distribution structures moderate PSNP outcomes in Ethiopia. *World Develop.*, 50 (Issue C), 1–12. doi:10.2139/ssrn.1997339

Schreuder, B., et al., 2015. Afghanistan, a 25-year struggle for a better life for its people and livestock. The story of DCA, a small NGO with a large and lasting veterinary programme. DCA-VET/Erasmus Publishing, Lelystad/Rotterdam

Simula, G. et al., 2020. COVID-19 and pastoralism: reflections from three continents. *The Journal of Peasant Studies*, DOI: 10.1080/03066150.2020.1808969

UNOCHA (2020). Humanitarian Bulletin Ethiopia. Issue #17 28 Sept. – 18 Oct. 2020. [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/humanitarian\\_bulletin\\_28\\_september\\_-\\_18\\_october\\_2020.pdf?ct=t\(EMAIL\\_CAMPAIGN\\_29\\_SEP\\_COPY\\_01\)&goal=0\\_82a80d2ffe-81a5965c43-75493601](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/humanitarian_bulletin_28_september_-_18_october_2020.pdf?ct=t(EMAIL_CAMPAIGN_29_SEP_COPY_01)&goal=0_82a80d2ffe-81a5965c43-75493601)

Walker, P.G.T. et al., 2020. The impact of COVID-19 and strategies for mitigation and suppression in low- and middle-income countries. *Science*, 369, 413–422



## **LEGS**

**Vesey Farm**

**Little Clacton Road**

**Great Holland**

**Essex CO13 0EX**

**Royaume-Uni.**

✉ [coordinator@livestock-emergency.net](mailto:coordinator@livestock-emergency.net)

🌐 [www.livestock-emergency.net](http://www.livestock-emergency.net)

🐦 [@TheLEGSPROject](https://twitter.com/TheLEGSPROject)

Citation suggérée : Catley, A. (2020). COVID-19, élevage et moyens d'existence : Document de réflexion dans le cadre des Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage. Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage, Royaume-Uni.

© Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage (LEGS) 2020

Avis de non-responsabilité : Cette publication a été commanditée par LEGS et produite indépendamment par l'auteur. Les points de vue exprimés dans ce document ne reçoivent pas nécessairement l'aval de LEGS.

Photo de couverture : Kelley Lynch